

Études internationales



Finnis, John, Boyle, Joseph M. Jr., and Grisez, Germain. *Nuclear Deterrence, Morality and Realism*. New York (N.Y.), Oxford University Press, 1987, 445 p.

Rychard A. Brûlé

Volume 20, numéro 2, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702521ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702521ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brûlé, R. A. (1989). Compte rendu de [Finnis, John, Boyle, Joseph M. Jr., and Grisez, Germain. *Nuclear Deterrence, Morality and Realism*. New York (N.Y.), Oxford University Press, 1987, 445 p.] *Études internationales*, 20(2), 466–468. <https://doi.org/10.7202/702521ar>

dimension globale du Grand Protecteur et leur propre volonté et intérêt nationaux.

Liisa COULOMBE

Département de science politique
Université Laval, Québec

FINNIS, John, BOYLE, Joseph M. Jr., and GRISEZ, Germain. *Nuclear Deterrence, Morality and Realism*. New York (N.Y.), Oxford University Press, 1987, 445p.

Ainsi parlait Zarathoustra: « Autrefois le blasphème envers Dieu était le plus grand blasphème... Ce qu'il y a de plus terrible maintenant, c'est de blasphémer la terre... ». Il n'y a aucun doute que Nietzsche verrait aujourd'hui la possibilité d'un échange nucléaire comme le plus grand des blasphèmes contre la terre et attribuerait à la moralité d'esclave l'ouvrage ici revu.

La thèse de *Nuclear Deterrence, Morality and Realism* se résume assez facilement: le principe fondamental de la dissuasion nucléaire réside dans l'intention (donc le choix) des innocents, or l'intention (de même que l'acte) de tuer des innocents est immoral, donc la dissuasion nucléaire est immorale et le désarmement nucléaire immédiat est la seule réponse moralement acceptable à cette situation (même si de l'avis des auteurs cela mènerait à l'esclavage (p. 241) sous le régime soviétique).

On y rejette d'emblée toute l'argumentation des 'conséquentialistes' (éviter le pire, théorie du moindre mal) et des 'proportionalistes' (effets secondaires non voulus, oeil pour oeil) et conclut que « L'Église du Christ, non pas l'Occident, est le porte-parole des espoirs de l'ancien Israël » (p. 379), « que la vraie paix réside dans la réconciliation avec Dieu » (p. 387), et que la « prière pour le don de l'Esprit est le premier et le meilleur des moyens d'arriver à la Paix » (p. 388). Le livre s'achève

sur une liste des recommandations, par exemple: les commandants de sous-marins porteurs d'engins nucléaires et les 'porteurs de clefs' d'engins balistiques devraient démissionner de leurs postes. Par contre le peuple doit continuer de payer les impôts et ceux qui acceptent le principe de dissuasion nucléaire demeurent responsables de maintenir la paix tout en recherchant une façon honorable et morale de mieux vivre y compris grâce aux efforts de limitation des armements.

Les auteurs proclament qu'ils ne sont pas des pacifistes, qu'ils acceptent les notions de dissuasion non-nucléaire et même les armes nucléaires tactiques (moralement acceptables), de guerre juste (même s'ils en recommandent une interprétation très restrictive) et d'auto-défense (il est juste d'après eux, par exemple, pour une femme de tuer ceux qui veulent la violer même si la virginité présumée n'est pas un bien fondamental).

L'argumentation porte sur deux aspects seulement de la dissuasion nucléaire c'est-à-dire les concepts de stratégie anticités (*counter-value*) et de revanche finale (*final retaliation*). Le texte n'offre pas une polémique globale et ne discute pas du concept de guerre totale où tous les citoyens sont impliqués et responsables. En effet si, comme les auteurs le prétendent aux pages 99, 121 et 337, la dissuasion est un acte social élaboré publiquement et dont tous portent la responsabilité (y compris par le vote et le service militaire) où sont les innocents, l'assassinat desquels constituerait l'immoral? Ce raisonnement n'est-il pas aussi valable pour l'URSS que les auteurs refusent de discuter? Nous verrons plus loin que nous n'en sommes pas à une contradiction près.

Ce manuscrit n'est pas facile à lire ni par sa longueur ni par son style. On regrettera que les auteurs n'aient indiqué dès le début les prémisses de leur thèse.

Ceux-ci sont croyants et maintiennent que le salut vient par la foi de la grâce et de la prière, que ce qui est immoral est péché; ils rejettent aussi le dualisme et affirment la primauté du spirituel et du moral sur le politique. Ils auraient eu avantage à discourir sur le concept même de moralité publique (ou communautaire) qui est sans doute aussi commune et courante que le sens commun! Pourquoi ont-ils évité de discuter, comme tous ceux qui ont d'ailleurs écrit ces dernières années sur la morale et la dissuasion, les écarts majeurs de l'Église, elle-même coupable des crimes qu'elle veut imputer à autrui: Dieu n'a-t-il pas fait périr tous les premiers nés d'Égypte qui étaient innocents, le Christ n'était-il pas « innocent » lorsqu'il fut crucifié pour 'sauver' les autres, et l'Église ne promet-elle pas un enfer éternel pour un péché terrestre *i.e.* la revanche finale (dissuasive?) contre les non-convertis et les non-repentants. (On rappelle ici que selon les auteurs 'la dissuasion [nucléaire] est un péché' p. 145)

Le discours s'y veut parler au nom de la conscience et de la morale judéo-chrétienne; or il est clair, même dans le texte, que les auteurs n'ont ni l'autorité ni les compétences pour le faire. Au nom du devenir d'une moralité publique ('Ainsi notre position varie quelque peu de la morale commune présente mais demeure orientée dans la direction qui sous-tend son développement' p. 318) leur thèse va beaucoup plus loin que les affirmations de la lettre des évêques français *Gagner la paix*, qui font une distinction morale entre la menace d'emploi et l'emploi des armes nucléaires stratégiques. (Notons ici que la dissuasion nucléaire française est explicitement anti-cités.) La thèse interprète aussi les paroles du Cardinal Cassaroli ('aucun pape n'a jamais condamné la dissuasion' p. 97) et la lettre des évêques américains tout en y démontrant les hésitations et les errements; et ne mentionne

même pas les autres églises dont la luthérienne qui, elle, accepte clairement la dissuasion.

Enfin, les auteurs ne font guère de distinction entre le droit international, le politique, le stratégique, le moral et le social. La dissuasion, affirment-ils est un choix social (*i.e.* de la société, de la communauté) et une politique d'État (dont ils semblent ne pas accepter qu'elle soit probablement amorphe) plus qu'une stratégie de survie. Ils acceptent que la dissuasion soit un moyen vers un but (justice et paix) mais maintiennent que ce moyen est immoral (et peut-être illégal) même si le but est désirable. Dans ce débat les auteurs manquent de dialectique; ils n'ont pas consulté certains ouvrages clefs dont celui de Sheldon S. Wolin *Politics and Vision* (Little, Brown and Company, 1960) où ils auraient pu découvrir une argumentation sérieuse sur les distinctions entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux, de même qu'entre le social et le politique. Ayant lu ce livre, ils auraient pu tout au moins discuter de sa conclusion qui dit en partie que: 'l'avenir de l'humanité ne sera pas décidé aux échelons inférieurs d'associations humaines; c'est le politique qui prend les décisions cruciales en ce qui concerne la survie de l'homme qui connaît à notre époque la possibilité de destruction illimitée'.

Mais ici ne s'arrête pas ma critique. Que les auteurs soient Thomiste et Paulin, cela s'accepte, mais que pas une seule fois ils ne fassent référence à Saint Augustin, un des pères de l'Église, dont les thèses sur la Cité de Dieu, la Cité des hommes et le Corps mystique du Christ font encore école – cachant ainsi le débat entre augustinien et thomiste – cela ne se pardonne guère. De plus Augustin écrivit durant le déclin d'un empire romain menacé de toutes parts, période beaucoup plus semblable à la nôtre que celle de Thomas. Il est fort dommage aussi que les auteurs se soient

bien gardés d'élaborer sur les notions de pouvoir, d'autorité et d'ordre proclamées par les Thomistes et qui visent à consacrer le droit divin de l'Église à contrôler le destin des hommes, notions cruciales surtout lorsque la morale tente de dicter, comme c'est le cas ici, la conduite du séculier et du politique.

Les auteurs n'expliquent pas non plus qu'ils sont de ces traditionalistes qui depuis des siècles se sont accrochés à la lettre de certains dogmes. Ils ont rejeté, par exemple, le droit d'usure et le droit pour les chrétiens d'exiger un intérêt sur les sommes prêtées. Ils ne nous disent pas non plus que cette théologie morale catholique et romaine est en fait récente et n'existe guère ni chez les protestants ni chez les orthodoxes où l'on se préoccupe de théologie d'abord et de moralité publique ensuite. On se demande pourquoi les auteurs ne citent pas non plus Bernard Haring *Free and Faithful in Christ: Moral Theology for Clergy and Laity* (Trois volumes, New York, 1978). Ils auraient pu y lire que 'L'État n'est pas compétent pour légiférer sur des questions de doctrine ni sur les normes de moralité comme telles [et vice-versa]. Il a cependant comme devoir de définir et de défendre les droits fondamentaux et la liberté sans laquelle le bien commun de la Cité des hommes ne saurait survivre.' (Je dois ajouter ici à la décharge des auteurs que ceux-ci rejettent l'idée que la liberté politique est un droit fondamental.)

En guise de conclusion j'aimerais citer Joseph Joffe dans un article intitulé 'Peace and Pacifism' [*International Security*, printemps 1987 (vol. 11, no. 4) p. 39] où après avoir refusé d'entrer dans l'arène à savoir où réside la supériorité morale — entre devenir communiste ou mourir — il enchaîne: « les armes nucléaires ne peuvent être exorcisées, elles requièrent non seulement l'équilibre mais une théorie du salut. La

détente et les efforts de limitation des armements... offrent cette théorie, ce mythe essentiel qui rassure face à l'irréversible réalité. » Une toute autre théorie du salut qui a bien plus de chance d'être utile à tous que ce bastion d'intégrisme qu'est *Nuclear Deterrence, Morality and Realism*.

Rychard A. BRÛLÉ

Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Ottawa.

HALEY, P. Edward and MERRITT, Jack (Ed.). *Strategic Defense Initiative: Folly or Future?* Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 203p. HOCKADAY, Arthur. *The Strategic Defence Initiative: New Hope or New Peril*. London (Engl.), The Council on Christian Approaches to Defence and Disarmament, 1985, 56p.

Le coup d'envoi de l'initiative de défense stratégique (IDS) a été donné le 23 mars 1983 alors que le président Reagan faisait part, dans une allocution, de sa vision d'un monde où les armes nucléaires seraient réduites à l'impuissance et rendues dès lors désuètes. Ces deux ouvrages traitant de l'IDS abordent les mêmes aspects de la question, suivent un cheminement semblable et, on ne saurait s'en surprendre, en arrivent essentiellement aux mêmes conclusions.

Tout d'abord, la plaquette préparée par Arthur Hockaday a fait l'objet d'une commande du CCDADD et cela peut expliquer l'importance que prend l'analyse des questions éthiques soulevées par l'IDS. Toutefois, avant même d'arriver à ces considérations, son analyse des aspects politique, stratégique, et technique, sans oublier les implications de cette initiative sur le plan des relations internationales, nous apparaît sérieuse et fort bien documentée.